



UNIVERSITÉ  
**LAV**AL

## **Évaluation périodique du programme de baccalauréat en science politique (B.A.)**

**Faculté des sciences sociales**

**Sommaire de l'évaluation  
Plan d'action du doyen**

**Conseil universitaire du 2 février 2016**

## SOMMAIRE DE L'ÉVALUATION

Le programme de baccalauréat en science politique (B.A.) est rattaché à la Faculté des sciences sociales (FSS), et l'enseignement est sous la responsabilité du Département de science politique. La dernière évaluation du programme remonte à 2003 (CU-2003-134).

Le programme comporte 90 crédits. Il aborde les fondements de la science politique sous plusieurs angles : les relations internationales et la politique comparée, l'analyse des politiques et l'administration publique, la sociologie politique, les théories politiques, la philosophie politique et l'histoire des idées politiques. À l'hiver 2015, le baccalauréat en science politique comptait 237 étudiants (35 % de femmes).

En novembre 2014, le Vice-rectorat aux études et aux activités internationales (VREAL) a réalisé des consultations<sup>1</sup> pour les besoins de l'évaluation institutionnelle. Par ailleurs, la direction de programme a déposé un dossier d'autoévaluation en février 2015. Ce dossier, incluant les résultats des consultations, a été transmis à deux experts provenant de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de l'Université d'Ottawa. Ces experts ont ensuite rencontré des acteurs concernés par le programme lors d'une visite à l'Université Laval les 16 et 17 mars 2015.

En avril et mai 2015, des membres du Comité institutionnel d'évaluation des programmes (CIEP) se sont réunis à deux reprises pour produire le rapport synthèse d'évaluation. Afin de porter un jugement sur la pertinence et la qualité du baccalauréat en science politique, ils ont analysé le dossier d'autoévaluation, incluant les résultats des consultations, ainsi que le rapport des experts externes.

### Principales forces du programme

Sur la base de l'analyse de la documentation disponible, le CIEP a identifié les forces suivantes :

- La diversité des expertises des enseignants;
- Les compétences et la disponibilité des enseignants;
- Le caractère multidisciplinaire de la formation;
- La formation en méthodologie;
- La préparation aux études supérieures;
- La possibilité de réaliser des stages;
- Les ressources informatiques et documentaires.

### Points à améliorer ayant fait l'objet d'une recommandation

Sur la base de l'analyse de la documentation disponible, le CIEP a identifié des points à améliorer, qui concernent ces éléments :

- Les secteurs importants et en émergence devant être couverts par la formation;
- Les objectifs du programme;
- La promotion du programme et le recrutement des étudiants;

---

1. Des sondages en ligne ont été remplis par 72 étudiants ayant complété au moins 12 crédits du programme (sur une possibilité de 168; taux de réponse de 43 %), 54 diplômés récents (sur une possibilité de 160; taux de réponse de 34 %) et 16 enseignants (sur une possibilité de 35; taux de réponse de 46 %).

- La structure du programme et l'offre de formation;
- L'encadrement des étudiants et la diplomation.

Ces éléments paraissent suffisamment importants pour justifier les recommandations suivantes, qui sont présentées selon l'ordre d'apparition dans le texte :

- R1 Que l'on s'assure que le programme couvre les secteurs importants et en émergence dans le domaine.
- R2 Que l'on revoie les objectifs du programme.
- R3 Que l'on mette en place des stratégies mieux ciblées en vue d'améliorer la promotion du programme et le recrutement des étudiants.
- R4 Que l'on revoie la structure du programme, l'offre de cours et les concentrations offertes.
- R5 Que l'on bonifie la formation pratique.
- R6 Que l'on mette en place des mesures visant à améliorer l'encadrement des étudiants et le taux de diplomation.

#### Suggestion

Le CIEP suggère également au Département de science politique de poursuivre sa réflexion sur son positionnement stratégique au sein de l'Université et sur la place du baccalauréat en science politique parmi l'offre globale de formation.

**PLAN D'ACTION DU DOYEN**



UNIVERSITÉ  
**LAVAL**

## **ÉVALUATION PÉRIODIQUE DU PROGRAMME DE BACCALAURÉAT EN SCIENCE POLITIQUE**

(Faculté des sciences sociales)

Sommaire de l'évaluation  
Plan d'action du doyen

6 janvier 2016

# **PLAN D'ACTION DU DOYEN**

## **ÉVALUATION PÉRIODIQUE DU PROGRAMME DE BACCALAURÉAT EN SCIENCE POLITIQUE Novembre 2015**

### **Plan d'action du Doyen de la Faculté des sciences sociales**

1. Présentation du programme évalué
2. Principales forces et points à améliorer qui ont émané du rapport du Comité institutionnel d'évaluation des programmes en 2015
3. Plan du Doyen suite aux recommandations du Comité d'évaluation
4. Échéancier en vue de donner suite aux recommandations

#### **1. Présentation du programme évalué**

À la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, le premier cycle en science politique existe depuis 1954. Au moment du processus de l'évaluation des programmes à la session d'hiver 2015, le Département de science politique offrait, au 1<sup>er</sup> cycle, un baccalauréat spécialisé, un certificat et plusieurs programmes de baccalauréat intégré (BIAPRI, BIEP, et PHILO/SCIENCE POLITIQUE). À l'hiver 2015, le baccalauréat en science politique comptait 237 étudiants. Le Département de science politique compte 27 professeurs-es. La dernière évaluation du baccalauréat en science politique (B.A.) remonte à 2003 (CU-2003-134). En 2014-2015, le programme a donc de nouveau fait l'objet d'une évaluation périodique. Pour les besoins de cette évaluation, le Vice-rectorat aux études et aux activités internationales (VREAI) a réalisé des consultations en novembre 2014. Ainsi, 72 étudiants<sup>1</sup>, 54 diplômés récents et 16 enseignants ont complété un sondage en ligne.

#### **2. Principales forces et points à améliorer qui ont émané du rapport du Comité institutionnel d'évaluation des programmes en 2015.**

Le CIEP a identifié les forces suivantes :

- La diversité des expertises des enseignants. Avec 27 professeurs le Département arrive à couvrir l'ensemble des champs de la science politique.
- Les compétences et la disponibilité des enseignants. Les professeurs ont des intérêts de recherche très variés et produisent un nombre important de publications scientifiques, et ce, tout en demeurant très disponibles auprès des étudiants.
- Le caractère multidisciplinaire de la formation. La formation en science politique permet aux étudiants de bénéficier d'une formation multidisciplinaire.
- La formation en méthodologie. Une formation qui met l'accent sur les outils méthodologiques est vue comme pertinente.
- La préparation aux études supérieures.

---

1. Le générique masculin est utilisé dans l'unique but d'alléger le texte.

- La possibilité de réaliser des stages. Il s'agit d'un atout majeur du programme.
- Les ressources informatiques et documentaires.

Le CIEP a aussi identifié des points à améliorer, qui concernent ces éléments :

- Les secteurs importants et en émergence devant être couverts par la formation. Le programme a besoin d'être plus en phase avec les développements de la discipline.
- Les objectifs du programme. Ces objectifs gagneraient à être clarifiés.
- La promotion du programme et le recrutement des étudiants. En dépit d'une hausse en 2015, le nombre de nouveaux étudiants au programme diminue depuis un certain nombre d'années.
- La structure du programme et l'offre de formation. Nécessité de moderniser les cours et d'améliorer la structure du programme.
- L'encadrement des étudiants et la diplomation.

### **3. Plan du Doyen suite aux recommandations du Comité d'évaluation**

Le Département de science politique de l'Université Laval est le premier département du genre au Québec et l'un des premiers au Canada. Il possède donc une longue histoire et il a contribué, et contribue encore aujourd'hui, à former des politologues qui œuvrent dans divers milieux de la société québécoise et canadienne, ainsi qu'à l'international. En outre, différents aspects du programme de baccalauréat en science politique peuvent être améliorés et à ce propos un certain nombre de recommandations ont été avancées.

#### **Recommandation 1**

*« Que l'on s'assure que le programme couvre les secteurs importants et en émergence dans le domaine. »*

La direction de programme et les experts externes sont d'avis que le Département doit poursuivre sa réflexion afin de déterminer s'il demeure un département de science politique traditionnel principalement axé sur la recherche ou s'il développe son offre de formation pratique et générale. Selon les experts externes, « le programme de science politique de l'Université Laval est un programme de grande qualité, nourri par un excellent corps professoral et essentiel à la santé, tant du Département lui-même que des programmes intégrés qui l'entourent. Pour assurer son développement, il doit trouver des façons de se faire valoir qui lui sont propres au sein de l'institution ».

Pour répondre à cette préoccupation, il paraît nécessaire d'ajouter un volet de formation citoyenne et professionnelle au programme actuel, et de mieux exploiter le fait que le Département de science politique soit situé dans la capitale nationale. Ce faisant, on donnera l'occasion aux étudiants d'acquérir les habiletés pratiques et les outils d'analyse et de réflexion nécessaires pour devenir des citoyens critiques ainsi que des personnes mieux préparées pour le marché du travail. Le Département de science politique est en mesure de continuer à offrir un programme de haute qualité. Dans ce projet de réforme, de nouveaux secteurs de formation pourraient être identifiés, des développements soutenus par les nouvelles ressources professorales dans tous les sous-champs de la science politique, tels que la vie politique gouvernementale ou la communication et le marketing politique. Le comité

de programme a d'ores et déjà commencé à travailler sur cette réforme pour intégrer ces champs dans les cours obligatoires, éliminant entretemps des cours obsolètes.

Par ailleurs, le département étudiera la possibilité de développer une Chaire de leadership en enseignement (CLE).

## **Recommandation 2**

*« Que l'on revoie les objectifs du programme. »*

Les objectifs du programme doivent être revus. Pour ce faire, deux mesures pourront être retenues. Premièrement, le programme offrira une formation pratique et concrète du point de vue professionnel pour permettre aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires pour être compétitifs sur le marché du travail. Pour cela, les cours de science politique devront, dans la mesure du possible, comporter un aspect de formation pratique, voire proposer un cours axé sur les champs professionnels.

Par ailleurs, le programme devra aussi contribuer à la formation citoyenne. Un des buts principaux d'une formation en sciences sociales est de former les étudiants à devenir des citoyens informés, capables d'analyse critique et de participer à la vie sociale, politique et économique de leur communauté. Ces deux objectifs devront être clairement spécifiés dans la description des orientations du programme.

De plus, le Département pourra dresser la liste des compétences acquises par les étudiants pendant leur cheminement dans le programme. En collaboration avec le Service de placement et le Bureau de soutien à l'enseignement, un profil de sortie de nos diplômés sera établi. Le comité de programme étudiera également les bénéfices d'adopter une approche par compétences.

## **Recommandation 3**

*« Que l'on mette en place des stratégies mieux ciblées en vue d'améliorer la promotion du programme et le recrutement des étudiants. »*

Bien que les experts externes reconnaissent les efforts de recrutement déployés, ils sont aussi d'avis qu'il faut mettre en place des stratégies mieux ciblées, utiliser davantage les nouvelles technologies et les médias sociaux, et élargir le bassin de recrutement. Ils suggèrent « d'être plus créatif et audacieux dans le recrutement. »

Dans cette logique, il semble important de renforcer les liens avec les CÉGEP de la région afin de promouvoir le baccalauréat en science politique. Compte tenu des changements démographiques, des stratégies de recrutement hors-Québec pourraient également être envisagées.

Il serait également souhaitable de procéder à une mise à jour de la page Web du Département, en lien avec le service des communications de la Faculté et le centre de service APTI. On pourra notamment y ajouter des informations plus précises sur la structure et les objectifs du programme, du contenu interactif, telles que des capsules vidéo réalisées par des étudiants, des diplômés et des enseignants du programme. De plus, la promotion du baccalauréat en science politique pourra aussi se faire par le biais de conférences grand public présentées par des enseignants du Département. De telles présentations sur des sujets



d'actualité mettront ainsi en lumière l'importance et la pertinence d'une formation en science politique.

Qui plus est, une stratégie de *marketing* plus ciblée devra être mise en place. Celle-ci reposera sur une meilleure communication avec les CÉGEP, une campagne publicitaire plus en phase avec les changements démographiques et sociaux et de grandes conférences publiques pour donner de la visibilité au programme. Différents éléments de cette stratégie ont d'ailleurs déjà été mis en place.

Enfin, le Département pourra également lancer une page *Facebook* pour mieux faire connaître les réalisations des étudiants et professeurs. Cette stratégie vise à attirer plus d'étudiants dans le programme de science politique.

#### **Recommandation 4**

« *Que l'on revoie la structure du programme, l'offre de cours et les concentrations offertes.* »

Le CIEP estime qu'une révision de la structure du programme pourrait être l'occasion d'améliorer la cohérence de la formation et d'éviter la redondance dans le contenu des cours. De l'avis de la plupart des enseignants (73 %), le cheminement n'est pas assez structuré. Les experts externes proposent de réduire le nombre de cours obligatoires en première année, de revoir les intitulés des cours, d'introduire un cours de communication politique et, pour chaque concentration, d'exiger la réussite de deux cours parmi une liste de quatre. Le CIEP estime qu'une révision de la structure du programme pourrait être l'occasion d'améliorer la cohérence de la formation et d'éviter la redondance dans le contenu des cours. Plusieurs étudiants (49 %), diplômés (45 %) et enseignants (63 %) consultés estiment que des cours devraient être réservés uniquement aux étudiants du baccalauréat en science politique. Le CIEP est d'avis que de telles mesures pourraient également renforcer le sentiment d'appartenance à l'égard du programme, qui est peu développé chez les étudiants (51 %) et les diplômés (26 %).

Afin de répondre à ces préoccupations, le Département devra envisager de modifier la structure de son programme de baccalauréat. L'idée fondamentale de cette réforme sera de réduire le nombre de cours obligatoires tout en introduisant des cours portant sur les nouveaux domaines porteurs de la science politique. La formation linguistique pourra être bonifiée en exigeant un plus grand nombre de cours de langue et en mettant de l'avant l'importance de l'apprentissage des langues comme outils de travail et comme outil d'échange culturel.

Les concentrations pourront également être revues. Dans la refonte du programme, les étudiants devront choisir une concentration, ce qui leur permettra d'acquérir un certain nombre de compétences spécifiques dans un domaine particulier de la science politique. Un autre changement significatif sera de resserrer la structure du programme afin que les étudiants complètent les cours obligatoires avant de pouvoir suivre les cours à option.

Le programme va également faire une promotion accrue des différents profils accessibles aux étudiants : profil distinction, profil international, et étudier la possibilité de compléter l'offre en ajoutant les profils développement durable et entrepreneurial ou recherche.

Le département va continuer à mobiliser les nouvelles technologies dans le but de diversifier l'offre de cours en format à distance ou hybride.

## **Recommandation 5**

« *Que l'on bonifie la formation pratique.* »

Les étudiants du baccalauréat en science politique peuvent réaliser des stages à option. Trois de ces stages sont rémunérés et gérés par le Service de placement de l'Université Laval (SPLA). L'un d'eux est offert à tous les étudiants de la FSS. Ce stage (3 cr.) permet d'acquérir une expérience de travail dans la fonction publique québécoise. Les deux autres stages (3 cr. chacun) visent l'introduction pratique au fonctionnement des institutions parlementaires dans le cadre du *Programme des pages de l'Assemblée nationale*.

Les étudiants peuvent aussi réaliser un stage de 9 crédits, qui a pour objectif d'intégrer un milieu de travail au même titre qu'un professionnel débutant dans l'organisation. Les étudiants doivent eux-mêmes faire les démarches pour trouver un milieu de stage. De plus, de façon concomitante, ils doivent suivre le cours *Mémoire de stage* (3 cr.), qui porte sur un sujet relatif au stage. Plusieurs étudiants (45 %) et diplômés (69 %) sont d'avis que les étudiants n'ont pas le soutien nécessaire pour trouver un stage. De l'avis des experts externes, les stages représentent un atout du programme; ils recommandent donc d'offrir un plus grand nombre de stages et de diversifier l'offre afin que les étudiants aient l'opportunité d'acquérir de l'expérience ailleurs que dans la fonction publique.

Afin de répondre à cette recommandation, le programme devra ajouter la possibilité d'obtenir une reconnaissance pour la participation à des simulations au sein d'une activité POL de 3 crédits, renforçant ainsi le caractère pratique de la formation. Pour ce faire, le Département peut compter sur les liens que les professeurs entretiennent avec des organisations en dehors de l'université.

Au-delà de la question des stages, des efforts devront être déployés pour augmenter le contenu pratique de la formation créditée, et d'envisager un cours d'intégration centré sur la pratique professionnelle. Ainsi, il importe de faire un meilleur usage de la situation géographique du Département dans la capitale nationale et des liens privilégiés qu'entretiennent les enseignants avec le milieu gouvernemental et politique. De tels efforts pourront prendre la forme d'une participation accrue de praticiens dans les salles de cours mais également l'identification des habiletés requises pour que les finissants soient pleinement compétitifs au moment d'affronter le marché du travail. En somme, le contenu de la formation sera assorti d'un volet pratique plus étoffé et mieux adapté à la réalité du marché de l'emploi.

## **Recommandation 6**

« *Que l'on mette en place des mesures visant à améliorer l'encadrement des étudiants et le taux de diplomation.* »

Le taux de diplomation moyen chez les étudiants inscrits à un baccalauréat de la FSS est de 57 %. Selon les données du BPEI, 47% des 867 personnes qui se sont inscrites au baccalauréat en science politique de 2005-2006 à 2010-2011 ont obtenu le diplôme le diplôme visé. 126 (soit 14%) se sont réorientés dans un autre programme de l'Université Laval, notamment au baccalauréat en droit (18), au baccalauréat multidisciplinaire (17), au baccalauréat en relations industrielles (16) et au certificat en science politique (16). Ce portrait suggère qu'il y place à l'amélioration.

Selon les experts externes, « l'idée centrale est d'informer, de sensibiliser et de stimuler les étudiants de manière continue, tout au long de leur cheminement ». Le Département, en collaboration avec l'association étudiante, organise une activité d'accueil pour les nouveaux étudiants. La direction de programme tient également au moins deux séances d'information par année. Au besoin, les étudiants peuvent contacter une agente de gestion des études ou encore la direction de programme pour obtenir plus d'information. De plus, les étudiants du baccalauréat en science politique peuvent bénéficier du Programme de bourses d'excellence à l'admission au premier cycle de l'Université Laval. Chaque année, une bourse de 2 500 \$ est offerte à tous les étudiants ayant une cote R de 33 et plus, alors qu'une bourse de 2 000 \$ est attribuée à tous ceux dont la cote R se situe entre 31 et 33.

En plus des mesures déjà en place, il importe d'accompagner l'étudiant dans le développement de ses compétences professionnelles, notamment en collaborant avec le Service de placement pour mettre en place un web-folio centré sur les compétences développées en science politique. Il faut également resserrer le suivi des étudiants afin d'augmenter leur taux de diplomation, notamment grâce à l'outil de suivi du cheminement de l'étudiant « Ma réussite » dans l'environnement numérique d'apprentissage et en envisageant la mise en place d'un programme de mentorat.

Une présence plus assidue sur les réseaux sociaux pourra aider à mieux rejoindre les étudiants et développer leur sentiment d'appartenance, en leur offrant les informations nécessaires pour pouvoir participer aux activités départementales. Le Département devra aussi prévoir la mise en place d'un programme de mentorat entre les professeurs et les étudiants ou entre les étudiants eux-mêmes.

Enfin, il importe que le Département adhère au programme d'appui à la réussite du Bureau de soutien à l'enseignement. Ces mesures devraient avoir une incidence positive sur le taux de diplomation. À travers ces mesures on renforcera aussi les liens de cohorte qui sont si importants à l'entraide entre étudiants et qui auront certainement un impact positif sur leurs performances académiques.

### **Suggestion**

*« Le Département de science politique devrait poursuivre sa réflexion sur son positionnement stratégique au sein de l'Université et sur la place du baccalauréat en science politique parmi l'offre globale de formation. »*

Les deux experts externes et les professeurs du Département sont d'avis qu'il faut donner un nouveau souffle au programme de baccalauréat en science politique afin qu'il occupe une place importante dans l'offre de formation de l'Université. L'expertise méthodologique et la formation pratique répondent aux besoins du marché du travail. La formation théorique et citoyenne que le programme souhaite renforcer a le potentiel de former de meilleurs citoyens au sens complet du terme, c'est à dire des individus qui disposent d'une capacité d'analyse et d'un regard critique sur les enjeux de notre société actuelle. Un baccalauréat en science politique a donc le potentiel de proposer une formation à la fois théorique et pratique qui permettra aux diplômés du programme de mieux dessiner leur propre cheminement professionnel.

Notons que la popularité des cours en science politique est réelle, puisque, faisant partie de plusieurs programmes (dont les baccalauréats intégrés en économie et politique, et affaires publiques et relations internationales), ils accueillent chaque session un grand nombre d'étudiants.